



LA BANQUE ROYALE DU CANADA

BULLETIN MENSUEL

VOL. 47, No 10

SIÈGE SOCIAL : MONTRÉAL, OCTOBRE 1966

Le Canada sur la scène mondiale

LE CANADA n'est pas seulement un immense territoire borné par des frontières géographiques. C'est aussi un État dont l'activité et l'influence s'exercent partout dans le monde. A notre époque où les distances se mesurent en heures d'avion à réaction, l'Inde n'est qu'à deux pas du Canada.

Tous les pays doivent aujourd'hui s'adapter aux conditions nouvelles, mais le Canada possède des caractéristiques et des qualités qui, si on sait les utiliser d'une façon intelligente, lui permettront de jouer un rôle de premier plan dans l'édification d'un monde meilleur. Avec sa main-d'œuvre restreinte, mais sa grande importance économique, notre pays fait figure de médiateur entre les grandes et les petites puissances. Il est membre du Commonwealth britannique et de l'Organisation des Nations unies, et il a des liens spéciaux avec les États-Unis, nation avec laquelle il se partage plus des trois quarts du continent nord-américain.

Les Canadiens ne se laissent pas absorber par leurs affaires nationales au point de ne pas voir ce qui se passe ailleurs. Ils ne sont pas toujours d'accord avec ce qui se dit et ce qui se fait dans les autres parties du monde, mais ils savent que leur participation est nécessaire. Comme on l'écrivait dernièrement dans le *Manchester Guardian*, "les affamés, les indigents, les abandonnés, les méprisés, les criminels, font tous partie de nous-mêmes, partie du grand continent à demi submergé de l'humanité."

On a confiance dans le Canada

On dit qu'un homme loyal n'abandonne jamais ceux qui mettent leur confiance en lui, et il y a peu de pays qui inspirent autant de confiance, aux petites comme aux grandes puissances, que le Canada. On le respecte dans les assemblées mondiales à cause de son empressement bien connu à assumer des obligations diverses aux quatre coins du globe.

Le Canada contribue d'une façon non négligeable à la solution des grandes questions de la sécurité nationale et internationale dans un monde que commence à effrayer l'ombre de ses propres engins spatiaux.

Dans toutes les crises internationales, notre pays s'en est tenu au principe de la souplesse et du compromis comme moyen d'alléger la tension. Ainsi que le disait le président Johnson au Premier ministre: "Vous avez suivi la voie ardue de la paix qui peut sauver le monde et vous avez été l'un des principaux artisans de cette œuvre fondamentale."

Le rôle très remarquable qu'a joué le Canada dans le maintien de la paix à l'étranger en est la preuve. Depuis 1948, les Canadiens ont participé à toutes les opérations de l'ONU pour le maintien de la paix sauf une. Le général Burns est devenu le premier commandant, dans le monde, d'une véritable armée internationale de la paix. Notre pays a exercé une action de premier plan dans la création de la Force d'urgence des Nations unies. Le Groupe d'observateurs militaires des Nations unies en Inde et au Pakistan a été formé avec la participation du Canada. Le Canada fait aussi partie des commissions de surveillance établies au Cambodge, au Laos et au Vietnam, et il rend des services très appréciés à Chypre et à la frontière d'Israël et de la R.A.U. Son intervention lors de la crise de Suez a été d'une importance capitale. Plus de 15,000 membres de ses forces armées sont cantonnés dans divers pays du monde.

Les pays sous-développés

Mais le maintien de la paix ne consiste pas uniquement à fournir des troupes de garde. Plusieurs pays ont été projetés, du jour au lendemain, de leurs manières de vivre primitives dans un âge nouveau. Certains de ces pays ont des idéaux très élevés, mais pour assurer la survie de leur population, ils doivent d'abord penser aux besoins matériels: nourriture, soins médicaux, énergie électrique, production des denrées.

Un grand nombre de particuliers et d'associations contribuent, au Canada même, à l'amélioration du sort des autres pays, qui les uns après les autres s'adressent à nous pour obtenir de l'aide. L'application, en Asie et en Afrique tropicales, des méthodes mises au point dans nos régions septentrionales nous a acquis une réputation internationale dans le domaine

du relevé des rivières, des sols et des forêts.

Quelques exemples suffiront pour démontrer l'ampleur de l'action canadienne en faveur des pays sous-développés. Le Comité de la lutte contre la faim coordonne les activités d'une cinquantaine d'organisations non gouvernementales à l'appui de diverses entreprises d'auto-assistance visant à accroître la production alimentaire et à améliorer la nutrition. La Société de la Croix-Rouge offre deux sortes de programmes d'aide: l'aide à long terme, qui comprend les vêtements, les articles de literie confectionnés par les donateurs et les trousseaux d'hygiène; et l'aide d'urgence, qui consiste dans l'envoi de personnel et de fournitures aux régions dévastées.

La société CARE du Canada expédie aux pays économiquement faibles des vivres, des instruments agricoles et autres, des vêtements, des grains de semence, des livres et du matériel d'enseignement. Le Programme des parents adoptifs fournit des fonds pour le soin et l'éducation des enfants orphelins de plusieurs pays. Le Mouvement Grail envoie des femmes spécialement formées en Asie, en Afrique et en Amérique latine pour y accomplir du travail d'ordre médical, social et culturel parmi la population féminine.

L'*Unitarian Service Committee* appuie quatre-vingts œuvres ayant trait au soin des enfants, à l'enseignement, à l'hygiène et au bien-être social, principalement dans les pays orientaux. Le *National Farm Radio Forum* fournit des radiorécepteurs et organise des tribunes de discussions radiodiffusées en Inde, en vue d'enseigner l'hygiène, l'exploitation agricole et le civisme à la population.

Le service diplomatique

Le ministère des Affaires extérieures a été créé par une loi du Parlement en mai 1909. Aujourd'hui, le Canada a des ambassades et des haut-commissariats dans plus de 80 pays, et le personnel qui y est affecté se chiffre à plus de 900 agents. On compte au Canada 76 représentants des pays étrangers et du Commonwealth.

La diplomatie est la conduite des affaires et des rapports entre les États. Les fonctions d'une mission à l'étranger consistent à mener à bonne fin les négociations avec le gouvernement auprès duquel elle est accréditée; à tenir le gouvernement qu'elle représente au courant des événements importants, politiques et autres, qui se produisent dans le pays auquel elle est attachée; à veiller aux intérêts du Canada dans ce pays; à fournir des renseignements sur le Canada; à venir en aide aux Canadiens se trouvant dans le pays où elle est établie. Pendant les périodes de pointe, notre ministère des Affaires extérieures délivre jusqu'à 6,000 passeports par semaine.

Le Canada joue un rôle actif dans un grand nombre de consultations, de réunions, de séminaires et de travaux qui entrent dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Une association interparlementaire France-Canada, comptant dix délégués du Parlement canadien, a fait récemment une étude des relations économiques et culturelles des deux pays et de l'émigration des Français au Canada. En novembre 1965, les deux États ont signé un accord culturel de portée générale visant à consolider les liens traditionnels d'amitié qui unissent le Canada et la France.

Lorsqu'il a été décidé d'instituer un Secrétariat du Commonwealth, c'est un diplomate canadien qui en est devenu le Secrétaire général, poste qui comporte à la fois de lourdes responsabilités et de très grandes possibilités.

L'Organisation des Nations unies

Le Canada est un membre très assidu de l'Organisation des Nations unies. Depuis qu'il a participé à l'élaboration de la Charte de cet organisme, en 1945, notre pays a, par l'intermédiaire de son ministère des Affaires extérieures, pris une part active et quelquefois remarquable aux délibérations de l'O.N.U. Le Canada fait partie des treize institutions spécialisées des Nations unies, qui toutes sont revêtues de vastes responsabilités internationales établies par accord intergouvernemental. L'Association canadienne des Nations unies et ses 32 succursales concentrent principalement leurs efforts sur un programme d'éducation à l'intention de la jeunesse.

Le Comité canadien du Fonds des Nations unies pour l'enfance a huit de ses membres qui se dévouent à cette œuvre à New York et un à New Delhi. C'est à cette institution qu'a été décerné le Prix de la Paix en 1965. Le but du F.I.S.E. est de favoriser la santé, la bonne alimentation et le bien-être chez les enfants. La Société canadienne de secours aux enfants met en œuvre des programmes d'aide d'urgence dans le monde entier et apporte son appui à diverses entreprises d'auto-assistance en matière d'enseignement, d'hygiène, de santé, de logement et de bien-être.

Le Canada a décidé de participer à la réalisation de trois grands programmes d'enseignement de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, selon lesquels il faut qu'en 1980 au plus tard tous les enfants fréquentent l'école, dix pour cent d'entre eux bénéficient de l'enseignement secondaire et 500 millions d'adultes soient suffisamment instruits pour prendre pleinement part à la vie de leur collectivité.

L'appel lancé à l'occasion de l'Année mondiale des réfugiés a rallié l'appui d'environ 45 organismes bénévoles canadiens, de même que celui du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et de l'Office de secours et de travaux de l'O.N.U. pour les réfugiés de Palestine. Les possibilités d'accueil offertes par le Canada ou par son entremise, surtout aux personnes diminuées, ont fait l'objet d'une appréciation élogieuse.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a été fondée à Québec en 1945. Cette année, 33 Canadiens contribuent à son travail, à titre de spécialistes, dans 21 pays différents. Le

Canada fait également partie de l'Organisation météorologique mondiale, dont les stations terrestres et maritimes diffusent des renseignements sur les conditions atmosphériques aux navires et aux avions.

Notre pays est bien représenté dans le domaine du commerce et de l'industrie à l'étranger. On trouve des délégués commerciaux du gouvernement canadien dans cinquante pays et des spécialistes du commerce dans six. De plus, les provinces de l'Atlantique ont un représentant à Londres, et la Nouvelle-Écosse a des bureaux d'information à Boston et à New York. Le Québec a des agents généraux à Londres, à Paris, à Milan et à New York. L'Ontario compte cinq bureaux à l'étranger: à Chicago, à New York, à Londres, à Milan et à Düsseldorf. La Saskatchewan a un bureau à Londres; l'Alberta en a à Londres et à Los Angeles; et la Colombie-Britannique à Londres et à San Francisco.

La division d'outre-mer du Service canadien de l'immigration emploie 550 personnes dans 37 grands centres du monde; sa principale mission est d'aider à pourvoir aux besoins du Canada en immigrants ayant une formation ou une instruction satisfaisantes. Le Bureau fédéral du tourisme possède vingt bureaux aux États-Unis et outre-mer. Les reporters de la radio, de la télévision et des journaux canadiens sont à l'affût dans tous les pays du globe afin de recueillir des nouvelles sur l'actualité. Le Canada compte quatre satellites ionosphériques, de conception et de fabrication canadiennes, dont deux sont actuellement en orbite.

Le Canada, l'OTAN et les États-Unis

Le Canada a été l'un des douze pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord en 1949. Sa contribution militaire à l'OTAN comprend notamment des navires de la MRC, des troupes d'infanterie et une division aérienne.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord constitue une garantie de la sécurité du Canada au sein de l'alliance occidentale, tout en étant une tribune de consultation sur les questions internationales. Il reste encore à l'OTAN à donner suite à l'article 2 du Traité, inséré à la demande instantane du Canada: "Les Parties . . . s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'entre elles ou entre toutes."

Même s'il est banal d'affirmer que les relations entre le Canada et les États-Unis sont uniques en leur genre, il y a dans la situation de ces deux pays des éléments que l'on ne retrouve nulle part dans les relations des autres États indépendants du monde actuel.

Selon l'expression de Churchill, le Canada et les États-Unis sont intimement liés l'un à l'autre, mais il existe entre eux des différences fondamentales, et l'acceptation de ce fait est essentielle au bon fonctionnement de leur association.

C'est à cause de la profonde interdépendance des deux pays que le président des États-Unis et le Premier

ministre du Canada ont décidé dernièrement de charger un groupe de travail de formuler les principes directeurs qui doivent régir le secteur complexe de leurs relations économiques. "Ce mode de collaboration, disait le communiqué, sera d'autant plus avantageux aux deux parties qu'il est devenu indispensable."

Les programmes d'aide du Canada

Reconnaissant les besoins pressants qu'éprouvent les régions du monde qui sont actuellement en voie de développement, le Canada participe à la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes d'aide économique, scolaire et technique.

Ainsi, notre pays apporte une contribution appréciable au Programme de développement des Nations unies, au Fonds des Nations unies pour l'enfance et à l'Association internationale de développement (Banque mondiale).

L'aide fournie directement par le Canada aux pays dans le besoin a trait à l'agriculture, l'exploitation forestière et l'industrie de la pêche; aux transports et aux télécommunications; aux ressources énergétiques; aux matières premières industrielles et aux engrais; à l'alimentation, à l'enseignement et au logement; à l'assistance technique et au développement industriel.

L'aide du Canada est proportionnée à ses possibilités. Les contrats concernant les projets d'investissements sont accordés uniquement à des entreprises canadiennes, les bourses d'études et de perfectionnement doivent être utilisées au Canada, et les conseillers et les instituteurs envoyés à l'étranger ne peuvent être que des ressortissants canadiens.

L'an dernier, le Canada a participé à des travaux fort variés dans différentes parties du monde: irrigation et assèchement de terrain au Ghana; envoi d'engrais à l'Inde et au Pakistan; relevé des ressources en Malaisie; aménagement fluvial en Équateur. Il a également accordé de l'aide aux Antilles, au Kenya, au Nigeria, à la Zambie et à la Thaïlande dans le domaine de l'exploitation agricole. Trois cent quarante de nos conseillers sont actuellement à l'œuvre outre-mer, dans les sphères d'activité les plus diverses: impôts, culture du blé, pathologie végétale, étude des sols, géologie, inventaire des ressources forestières, développement local, transports, neurologie, orthopédie, formation des infirmières, gestion des entreprises, comptabilité mécanique.

Activité en Asie

Le but de l'ingénieux Plan de Colombo, dont le Canada fut l'un des membres fondateurs, est de relever le niveau de vie des pays du Sud et du Sud-Est asiatiques en accélérant le rythme et en accroissant l'ampleur du développement économique de ces régions grâce à une étude coopérative de leurs problèmes, notamment en ce qui concerne la production des vivres. Il diffère de la plupart des autres programmes d'aide en ce qu'il allie l'assistance technique, comme

les bourses de formation et les services de spécialistes, à l'assistance financière.

La participation en main-d'œuvre du Canada se limite aux secteurs où il est évident que son expérience technique peut être d'une utilité appréciable, comme dans le cas, par exemple, de l'aménagement des eaux de l'Indus et de leur répartition entre l'Inde et le Pakistan, tandis que ses apports de capitaux visent à aider les pays assistés à établir les installations de base qui leur permettront de développer eux-mêmes leur économie.

Un grand nombre d'associations et de particuliers apportent par leur collaboration un complément des plus précieux à l'action du gouvernement canadien en Asie. Ainsi, des groupements privés de l'Université Laval et de l'Université de Toronto ont organisé un programme en vertu duquel des jeunes diplômés canadiens en médecine, en enseignement, en génie et en agriculture consentent à aller vivre dans les villages asiatiques, autant que possible selon les conditions de vie locales, pour y dispenser leurs services. A l'occasion du Centenaire, la Saskatchewan se propose de constituer un fonds de \$60,000 en vue de construire un centre de traitement, d'emballage et d'emmagasinage des denrées alimentaires à Mysore, en Inde. L'ancien directeur exécutif de l'Association canadienne pour l'éducation des adultes, M. Roby Kidd, met actuellement au point un programme d'enseignement post-scolaire à l'Université de Rajasthan, en Inde. MM. Edwin et Vivien Abbott, de la société *Canadian Friends*, ont passé douze ans dans les régions rurales de l'Inde, où ils ont réalisé des machines agricoles, introduit des cultures nouvelles et améliorées, et mis en œuvre un programme de formation à l'intention des Indiens hors caste.

Deux faits montreront la valeur humanitaire de l'œuvre féconde qu'accomplissent les Canadiens à l'étranger. Il y a deux ans, des ingénieurs de notre pays rêvaient d'aménager la petite rivière Kundah et ses affluents, en Inde, afin d'assurer le développement économique de l'État de Madras. Aujourd'hui, leur projet s'est réalisé dans le béton. Un barrage fournit l'énergie nécessaire pour faire fonctionner 100,000 installations de pompage et irriguer 400,000 acres de terrain, ce qui permet de produire 600,000 tonnes de céréales vivrières par an; il assure en outre l'électricité requise pour la fabrication des textiles, des produits chimiques, du ciment, du sucre et du fer.

Le second fait est la construction du barrage de Warsak dans la passe de Khyber. Dix mille Pakistanais ont été employés pour exécuter des travaux et ont eu ainsi l'occasion de faire partie pour la première fois d'une équipe organisée de travailleurs, avec ses services de loisirs, de bien-être et d'hygiène. Plus de trois mille d'entre eux reçurent une formation spéciale et devinrent des ouvriers spécialisés ou semi-spécialisés.

Activité en Afrique

La vague d'indépendance politique qui déferle sur l'Afrique tropicale depuis 1960 a laissé derrière elle

une vingtaine de nouveaux États souverains qui n'ont malheureusement pas les connaissances voulues pour faire face à leurs responsabilités. L'Afrique est aujourd'hui une terre d'espoirs irréalisés, de dangers qui menacent de toutes parts, de charges politiques souvent trop lourdes pour les épaules de ceux qui les ont assumées dans des pays d'une extrême pauvreté.

Le temps presse. Il faut acquérir beaucoup d'expérience en peu de temps. Ce que les Canadiens ont appris en un siècle, les Africains doivent l'apprendre en un an.

Parce qu'un grand nombre d'Africains sont portés à concevoir le Canada comme un pays plutôt différent des autres puissances blanches du fait qu'il a été lui aussi une colonie et qu'il n'a jamais pratiqué le colonialisme, c'est à nous qu'ils s'adressent pour obtenir de l'assistance.

L'aide du Canada a été consacrée en majeure partie au développement des services d'enseignements. Au Ruanda, un des pays les plus peuplés de l'Afrique, doit s'ouvrir une université nationale non confessionnelle et accessible à tous les citoyens. Vingt-trois professeurs canadiens de langue française ont quitté le Canada pour aller enseigner dans cette université.

Lorsque le Nyassaland a accédé à l'indépendance, sous le nom de Malawi, en 1964, le Premier ministre de cet État a écrit au gouvernement canadien pour lui demander son aide. Ce pays ne comptait alors que trois médecins diplômés, y compris le Premier ministre lui-même. Aujourd'hui, huit infirmières et trois médecins canadiens exercent leur profession au Malawi.

Le Canada participe en outre au Programme spécial d'assistance aux pays africains du Commonwealth. Vingt-deux gouvernements des pays du Commonwealth ont créé, en juillet 1966, un sous-comité d'aide à la Zambie, chargé d'élaborer un programme d'assistance technique, financière et alimentaire. Il y a en Tanzanie trente membres bénévoles du Service universitaire canadien outre-mer (CUSO), qui travaillent dans l'enseignement, la médecine, l'agriculture et l'administration. L'Université de Toronto collabore à la création d'un service d'anesthésie à l'école de médecine de l'Université de Lagos, au Nigeria.

Grâce à son biculturalisme, le Canada devait se montrer particulièrement apte à organiser un programme d'aide à l'enseignement dans les États africains de langue française. En plus de construire des écoles et de fournir du matériel scolaire et des films d'enseignement dans huit de ces États, notre pays y a expédié du papier pour faire imprimer des manuels scolaires. Vers la fin de 1965, il y avait 155 enseignants canadiens en Afrique francophone, et 41 élèves africains poursuivaient leurs études au Canada.

Les ouvriers sont nombreux

Le Répertoire des Canadiens employés outre-mer, publié en 1964 par l'*Overseas Institute of Canada*,

renferme les noms de près de 1,200 Canadiens, répartis dans plus de cent régions et pays différents.

C'est le dynamisme des étudiants d'université qui a été à l'origine du service outre-mer. Cette initiative a pris une envergure nationale le 6 juin 1961 avec la fondation du Service universitaire canadien outre-mer. En septembre, c'est-à-dire longtemps avant l'institution du *Peace Corps* des États-Unis, dix-sept jeunes Canadiens se trouvaient à Ceylan, en Inde et à Sarawak, où ils se dévouaient dans l'enseignement, les soins infirmiers, les ouvrages de génie, etc.

Ces jeunes gens ne prêtent pas leurs services dans un esprit de prosélytisme, mais uniquement dans le but pratique d'être utiles. Le Bulletin du CUSO fourmille d'anecdotes sur le travail, les aventures et les succès de nos étudiants dans des endroits qui ne sont pour la plupart des Canadiens que des noms sur la carte. Et l'impression qui s'en dégage est que tous y vivent la plus belle aventure de leur existence.

Ces travailleurs bénévoles ne sont pas tous des jeunes. En fait, il n'y a pas de limite d'âge. Le plus âgé parmi les membres du CUSO qui se trouvent actuellement outre-mer a 53 ans et le plus jeune 20 ans.

L'enseignement

En 1965, il y avait à l'étranger, dans le cadre des programmes d'aide à l'enseignement du Canada, 874 instituteurs et conseillers, ainsi répartis : 130 en Asie du Sud et du Sud-Est, 130 aux Antilles et 614 en Afrique.

Grâce à l'aide canadienne, de nombreuses écoles secondaires ont reçu du matériel scolaire, trois instituts d'arts et métiers ont été construits, et une école normale et des écoles de comptabilité ont été mises sur pied. Quatre écoles secondaires, construites, équipées et pourvues du personnel nécessaire par le Canada, ont ouvert leurs portes dans les Petites Antilles, et deux autres doivent y être construites.

L'Ordre impérial des filles de l'Empire a offert des bourses à des étudiants des autres pays du Commonwealth et fait bénéficier de son programme d'aide aux bibliothèques un certain nombre d'écoles des Antilles, du Honduras Britannique et de la Guyane. La Fondation pour les étudiants africains supporte les frais de scolarité d'une centaine d'étudiants des pays d'Afrique dans les universités canadiennes.

Le Canada, la province du Manitoba et la Malaisie ont établi en collaboration un programme de formation destiné à fournir des instituteurs diplômés aux villes et aux villages de la Malaisie où l'on a construit de nouvelles écoles. Cinquante-quatre de ces écoles ont reçu pour trois millions de dollars de matériel d'enseignement d'origine canadienne.

Il est évident que l'on obtient ainsi d'excellents résultats en faisant venir au Canada des étudiants des autres pays, à condition de veiller avec soin à choisir des jeunes gens que leur séjour parmi nous ne détachera pas de leur patrie. L'année dernière, 2,500 program-

mes d'études ont été arrêtés au Canada à l'intention d'étudiants et de stagiaires venant d'Asie, d'Afrique et des Antilles.

Un grand nombre d'étudiants sont placés dans l'industrie privée pour y accomplir leur formation pratique. En vertu du programme d'assistance technique, 842 étudiants de l'Inde avaient suivi des cours au Canada à la fin de la dernière année scolaire, et on en comptait en outre 533 du Pakistan, 191 de la Birmanie, 103 de Singapour, 398 de la Malaisie et 145 de Ceylan.

Des étudiants de cinquante autres pays sont venus au Canada pour suivre des cours d'animation sociale à l'Institut international Coady, tandis que vingt membres du personnel de cet institut se sont dévoués à l'étranger en faveur du Mouvement d'Antigonish. Un jeune homme qui avait étudié à l'Université Saint-François-Xavier est devenu vice-ministre chargé de l'agriculture et des forêts en Corée.

Les universités ne tiennent pas toutes un registre des carrières de leurs anciens élèves, mais plusieurs d'entre elles possèdent des archives que l'on peut considérer comme représentatives de la façon dont ces institutions de haut savoir contribuent à faire connaître le Canada dans le monde.

Par exemple, l'Université Queen's sait qu'il y a 750 de ses diplômés, qui se trouvent outre-mer. Cette université a mérité des félicitations pour les candidats qu'elle a fournis au service diplomatique: elle compte actuellement 44 de ses anciens élèves dans les ambassades et parmi les représentants du gouvernement.

A un moment donné, l'Université de Toronto avait à son actif 17 diplomates canadiens du rang de chef de mission. Des membres de son personnel se sont rendus en Inde afin d'établir un collège régional de génie à Mangalore, et d'autres sont à l'œuvre en Tanzanie, au Nigeria, au Sierra Leone, en Rhodésie, en Nyassaland, en Grèce et en Inde orientale.

Quatre des six candidats de l'Université de Windsor ont été acceptés par le CUSO cette année, et des représentants de cette université occupent des postes importants en Guyane et en Zambie. L'Université Carleton a des anciens élèves qui enseignent dans des universités, comme dans des collèges et des écoles de village en Israël, au Liban, au Nigeria, au Kenya, en Zambie, en Malaisie, en Tanzanie, à Trinidad, au Ghana, en Égypte et au Japon. L'École d'administration publique de cette université de même que les cours spécialisés qu'offre l'Université d'Ottawa dans ce domaine, contribuent à former des fonctionnaires pour les pays en voie de développement. Un diplômé de nationalité japonaise de l'École de journalisme de l'Université Carleton vient de rentrer dans son pays, où il se propose d'écrire un livre sur le Canada à l'intention de ses compatriotes.

Plusieurs des diplômés de l'Université de Waterloo sont au nombre des travailleurs bénévoles du CUSO qui enseignent à Trinidad et en Afrique. L'Université de la Colombie-Britannique a été choisie par l'Organisation des Nations unies comme siège du premier

centre de formation régional institué pour préparer des administrateurs et des technologues des pays sous-développés à remplir des postes supérieurs. Cinq des professeurs de la faculté de commerce de cette université ont organisé des cours de comptabilité et de gestion des entreprises à Singapour et en Malaisie. L'Université du Manitoba a elle aussi fourni des professeurs en vue d'établir des facultés de génie et d'agriculture en Thaïlande. L'Université Laval a envoyé cet automne treize étudiants à l'étranger dans le cadre du CUSO.

L'Université de Guelph occupe une place particulière dans le domaine du service à l'étranger à cause de ses collèges spécialisés en sciences agricoles et vétérinaires. On doit à ses professeurs et à ses diplômés des écoles et des programmes d'enseignement au Ghana et en Jamaïque; un programme d'horticulture en Turquie; une étude de sociologie au Pérou; des services remarquables dans les ambassades du Canada.

Les églises à l'étranger

L'*Overseas Missionary Fellowship* signale que l'année dernière 104 de ses membres accomplissaient du travail d'ordre médical et religieux à l'étranger. A l'heure actuelle, cette société exerce son activité au Japon, à Formose, aux Philippines, en Indonésie, à Singapour, en Malaisie, en Thaïlande et au Laos. La section des missions d'outre-mer des *Pentecostal Assemblies of Canada* compte 119 missionnaires à plein temps en Amérique du Sud, aux Antilles, en Orient et en Afrique, ainsi que vingt missionnaires associés. Les *Canadian Friends* patronnent actuellement trois œuvres outre-mer: en Inde, dans le Pakistan occidental et en Algérie. Les missions étrangères de l'Eglise Baptiste ont au Congo quinze missionnaires qui s'occupent de formation médicale, scolaire, agricole et biblique, ainsi que d'orientation.

L'Association chrétienne des jeunes gens (Y.M.C.A.) possède un service mondial qui en est maintenant dans sa 77e année. Elle envoie des secrétaires d'expérience dans les pays d'outre-mer, de même que des spécialistes, des étudiants et des travailleurs bénévoles.

Le directeur national de l'œuvre missionnaire de l'Eglise catholique au Canada, Mgr N.-A. LaBrie, nous dit qu'il y a 4,700 Canadiens dans les missions catholiques à l'étranger, soit 1,900 en Afrique, 1,400 en Amérique latine, 1,100 en Asie et 230 en Océanie. Mgr LaBrie souligne que les peuples des pays évolués ont des choses à apprendre de ceux à qui ils enseignent. Quant au but de la vaste action missionnaire entreprise par l'Eglise, il précise "qu'à l'heure actuelle plus que jamais, l'effort culturel de l'Eglise en mission ne consiste pas à apporter aux peuples seulement des valeurs d'Occident en même temps que la foi chrétienne et les lois ecclésiastiques."

L'organe de l'Eglise Unie du Canada, *Outreach*, a publié en 1966 un supplément de 92 pages sur les œuvres missionnaires qui se poursuivent dans 16 pays. Le budget global des missions en 1966 atteint près de 3 millions 1/2 de dollars.

Les qualités requises

Comme le service individuel à l'étranger exerce un grand attrait sur les jeunes Canadiens, il est bon de s'interroger sur les qualités qu'il exige. Autrefois, un des moyens les plus en vogue d'échapper à l'ennui d'un univers trop restreint et de donner un sens plus profond à sa vie consistait à aller en pèlerinage dans un lieu saint. Le pèlerin moderne cherche par l'action profane à tisser les liens qui serviront à réunir les hommes dans une même communauté.

Les hommes et les femmes qui quittent le Canada dans le cadre des divers programmes d'assistance, nationaux et internationaux, doivent être des gens qui saisissent toute l'importance de la place qu'occupe notre pays dans le monde; ils doivent avoir l'esprit souple et s'adapter aux circonstances; ils doivent être capables d'utiliser les connaissances qu'ils ont acquises dans des circonstances complètement différentes.

Il faut de la patience et de l'humilité: de la patience au sens occidental de la persévérance lorsque la route est rude et au sens oriental de l'art d'attendre; de l'humilité pour comprendre que l'on n'est pas envoyé à l'étranger en tant que colporteur pharisaïque des valeurs et des manières de faire de l'Occident.

Les enseignements de la Confédération

La Confédération dont nous célébrerons le centenaire en 1967, a été un témoignage national de maturité émotive. Elle comportait l'union des provinces du Canada dans un effort destiné à leur permettre de collaborer harmonieusement au bien du pays tout entier, d'un océan à l'autre.

Le Canada d'aujourd'hui est un État indépendant, qui élabore sa politique, négocie et signe ses traités, accrédite ses diplomates et décide de son propre chef des questions de paix et de guerre. Il a fallu cent ans de travail, de compréhension et de discipline pour forger cette entité nationale.

Au moment de franchir le seuil de son second siècle d'existence en tant que nation unifiée, le Canada a choisi pour ligne de conduite d'aider les pays sous-développés à s'affranchir de l'ignorance, des difficultés économiques et de la maladie, et à devenir des États vraiment démocratiques.

Beaucoup de Canadiens ont la ferme conviction que notre pays peut faire énormément pour favoriser le bien-être de l'humanité. Ils sont persuadés que le Canada se doit de contribuer à assurer la réalisation du noble idéal formulé par l'historien Arnold J. Toynbee: "Notre époque restera mémorable non pas à cause de ses crimes horribles ou de ses inventions étonnantes, mais parce qu'elle aura été la première génération dans l'histoire où l'homme a osé juger pratique de mettre les avantages de la civilisation à la disposition de toute la race humaine."